

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 396 / Septembre 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e TRIMESTRE 2023

L'économie calédonienne présente des signes d'essoufflement

L'indicateur du climat des affaires poursuit son repli

L'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) se replie légèrement au 2^e trimestre : il perd 0,5 point pour s'établir à 100,9. Il s'agit du 3^e trimestre consécutif de baisse de l'ICA qui converge progressivement vers sa moyenne de longue période.

Après un environnement économique favorable en 2022, certains indicateurs du second trimestre 2023 sont moins bien orientés. Ils confirment la tendance amorcée depuis l'automne 2022.

La trésorerie des entreprises semble toujours fragilisée par les tensions inflationnistes inédites qui ont affecté l'économie mondiale et calédonienne depuis 2022 : le solde d'opinion sur la trésorerie se dégrade pour le deuxième trimestre consécutif. Le solde d'opinion sur les délais de paiement se dégrade sur le trimestre, tout comme celui sur les effectifs passés. L'évolution de ce dernier pourrait suggérer un essoufflement de la dynamique après le record de l'emploi salarié privé enregistré début 2023.

Alors que l'embellie économique observée en 2022 semble marquer le pas, l'économie calédonienne présente de nombreux défis structurels (accroissement sans précédent de son niveau d'endettement, déficit des comptes sociaux, difficultés de l'industrie du nickel à être rentable, essoufflement de la dynamique démographique) et les réformes tardent à se concrétiser. Les perspectives de ralentissement de l'économie mondiale, notamment chinoise, ajoutent un degré d'incertitude supplémentaire.

Pour autant, l'inflation ralentit sur le territoire et l'emploi reste bien orienté.

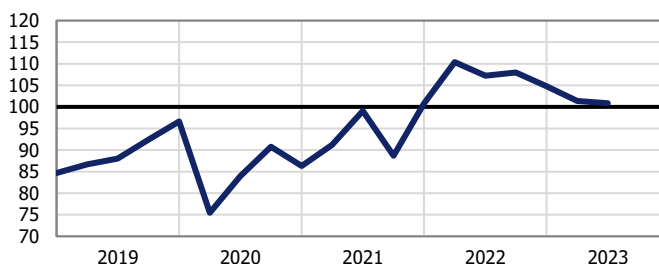
Des perspectives d'activité légèrement dégradées pour le prochain trimestre

Le solde d'opinion portant sur l'activité passée est en très légère hausse au 2^e trimestre 2023 après une nette baisse au trimestre précédent. Il témoigne d'une stabilisation de l'activité des entreprises interrogées.

Les perspectives d'activité pour le trimestre prochain sont très légèrement revues à la hausse : le solde d'opinion sur l'activité prévue augmente de 0,1 pt. Ce solde évolue en dessous de sa moyenne de longue période depuis trois trimestres, illustrant des perspectives dégradées.

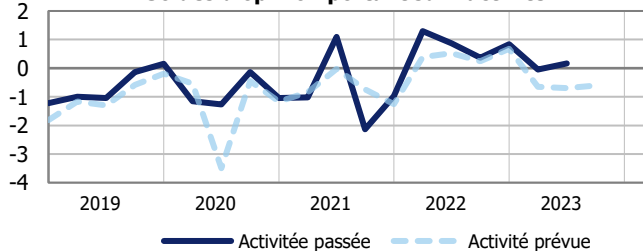
À un horizon de 12 mois, 21 % des entreprises interrogées craignent une défaillance (contre 18 % le trimestre précédent). Le nombre de cessations d'entreprises est en baisse sur le trimestre (-10,8 % CVS) mais supérieur à son niveau pré-covid (+17,8 % par rapport à la moyenne trimestrielle de 2015 à 2019). Le taux de créances douteuses (5,5 %) est quant à lui stable sur le trimestre, mais en hausse de 0,62 pt sur un an.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100 = moyenne de longue période, 1999-2023)



Source : IEOM, enquête de conjoncture

Soldes d'opinion portant sur l'activité

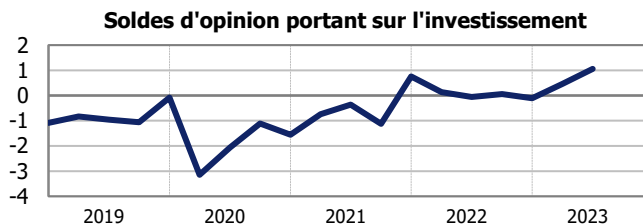


Source : IEOM, enquête de conjoncture

Les entreprises envisagent pourtant de nouveaux investissements à un horizon de 12 mois

Le solde d'opinion portant sur l'investissement à 12 mois augmente au 2^e trimestre (+0,6 pt). Il évolue même au-dessus de sa moyenne de longue période. Il est difficile d'interpréter cette amélioration dans le contexte actuel, mais la perspective d'un accord sur l'évolution institutionnelle pourrait l'expliquer.

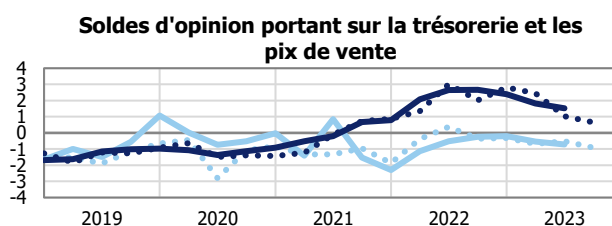
Au 2^e trimestre 2023, la production totale de crédits aux entreprises (hors découverts) est en hausse en rythme trimestriel (+16,0 %, effet saisonnier après des premiers trimestres se caractérisant généralement par des niveaux de production modérés). Elle demeure toutefois nettement inférieure à son niveau du 2^e trimestre 2022 (-24,9 %). Les crédits à l'équipement octroyés aux sociétés non financières suivent la même évolution, tant trimestriellement (+25,1 %) qu'annuellement (-33,3 %). La variation annuelle défavorable s'explique par des niveaux d'octrois particulièrement élevés en 2022 (effet reprise post covid, aboutissement d'un long processus référendaire, cours du nickel particulièrement élevés).



Source : IEOM, enquête de conjoncture

Les entreprises anticipent une stabilisation de leurs prix de vente

Au 2^e trimestre, les soldes d'opinion sur les prix de vente passés et anticipés confirment leur baisse, tout en restant bien supérieurs à leur moyenne de long terme. La majorité des entreprises interrogées déclare ne pas envisager d'augmenter leurs prix le trimestre prochain. Le solde d'opinion sur les charges s'améliore quant à lui pour le deuxième trimestre consécutif et s'approche de sa moyenne de longue période.

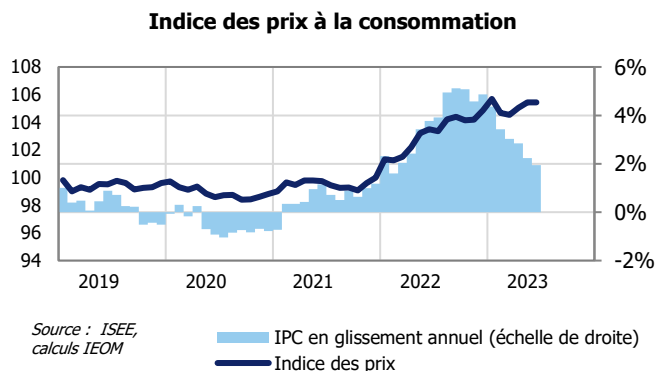


Source : IEOM, enquête

L'inflation confirme son ralentissement

Au 2^e trimestre 2023, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente légèrement (+0,9 pt), après une baisse au trimestre précédent (-0,3 pt). Cette hausse s'explique par celle des prix des produits manufacturés (+1,5 pt), de l'alimentation (+1,5 pt) et des services (+0,8 pt).

En glissement annuel, l'inflation confirme son ralentissement : elle s'établit à 1,9 % en juin (après 3,0 % en mars 2023 et 4,9 % en décembre 2022). Les hausses de prix restent particulièrement importantes pour l'alimentation (+6,8 %) tandis que les prix de l'énergie sont orientés à la baisse sur les 12 derniers mois (-4,3 %). La baisse de l'inflation se confirme d'ailleurs pendant l'été 2023.

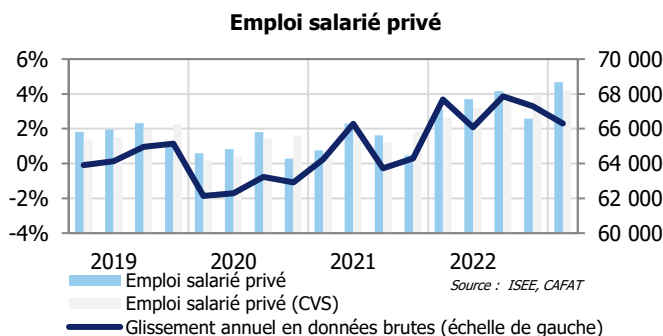


Source : ISEE, calculs IEOM

Après avoir atteint un nouveau record au premier trimestre, l'emploi pourrait voir sa dynamique s'essouffler

L'emploi salarié privé progresse à nouveau au 1^{er} trimestre 2023 (+0,3 % sur 3 mois en données CVS) et améliore même son précédent record du 3^e trimestre 2022. La progression la plus significative concerne le secteur de la construction.

Pour autant, au 2^e trimestre 2023 le solde d'opinion sur les effectifs du trimestre passé se dégrade. Le nombre d'entreprises envisageant de réduire leurs effectifs au prochain trimestre est désormais quasiment équivalent à celui de celles déclarant vouloir recruter. La grande majorité des entreprises interrogées restent dans une perspective attentiste. Ceci pourrait suggérer un essoufflement de la dynamique de l'emploi.



Source : ISEE, CAFAT

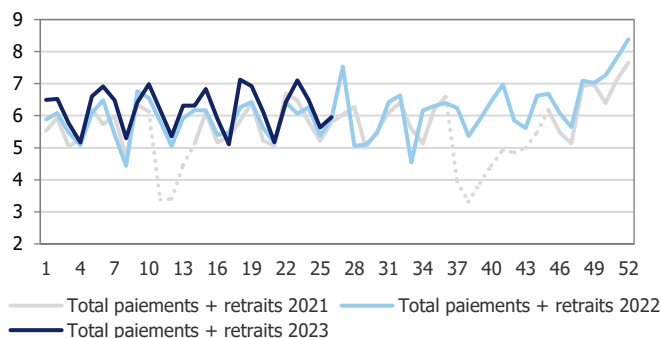
La consommation des ménages se maintient

La consommation des ménages semble se maintenir au 1^{er} semestre 2023 : les transactions par carte (paiements et retraits) progressent de 6,5 % par rapport à 2022 (après + 5,0 % sur la même période entre 2021 et 2022). Les prix de l'alimentaire restent cependant élevés et les professionnels s'inquiètent de l'érosion du pouvoir d'achat des consommateurs et de potentiels changements dans leurs habitudes de consommation.

La production de crédits à la consommation se stabilise ce trimestre (+0,1 % sur trois mois) mais est en net recul sur un an (-24,1 %). Les immatriculations de véhicules particuliers neufs sont en baisse pour le deuxième trimestre consécutif (-7,4 % sur un trimestre, données CVS), après une bonne année 2022. La demande se réduit également sur le marché de l'occasion (- 8,1 % sur un trimestre, données CVS).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages n'indiquent pas de dégradation au 2nd trimestre. Le nombre de personnes physiques interdites bancaires régresse légèrement par rapport au trimestre précédent (-1,6 %), mais augmente légèrement sur 12 mois (+2,4 %). Les incidents de paiement sur chèques et les retraits de cartes bancaires sont orientés à la baisse (respectivement -23,8 % et -19,8 % sur le trimestre), tout en restant inférieurs à leur moyenne de longue période.

Total paiement par carte et retraits / semaine
(en milliards XPF)



Source : IEOM * Les pointillés correspondent aux périodes de confinement

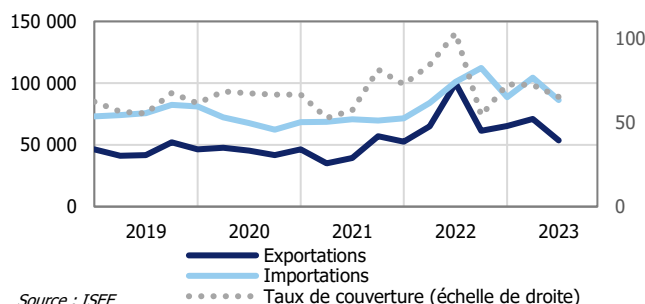
La balance commerciale se dégrade

Au 2^e trimestre 2023, les exportations diminuent de 24,3 % en valeur sur trois mois (-46,3 % sur un an, données CVS) en raison d'un environnement de marché moins favorable pour l'industrie du nickel.

Parallèlement, les importations se replient de 17,3 % sur un trimestre (-14,6 % sur un an, CVS). Cela s'explique principalement par la baisse des coûts du carburant.

Par conséquent, la balance commerciale se dégrade : la valeur des exportations représente 62,1 % des importations (en données CVS) contre 67,9 % le trimestre précédent et 98,8 % au deuxième trimestre 2022 (marqué par des exportations record en valeur de produits de l'industrie du nickel).

Echanges commerciaux
(CVS, en millions XPF)



Source : ISEE

Des situations sectorielles contrastées

Un contexte moins favorable pour le secteur du nickel

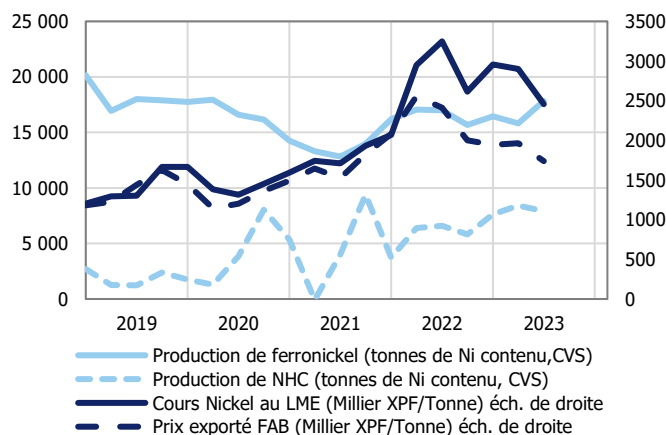
Le cours du nickel au LME se contracte de 15,0 % après deux trimestres de hausse. Parallèlement, les stocks de nickel répertoriés au LME poursuivent leur baisse (- 14,7 % par rapport au trimestre précédent et -45,9 % sur un an).

Au 2nd trimestre, l'extraction minière est stable (+0,8 % sur trois mois). Elle progresse de 12,6 % sur un an, en raison notamment de conditions météorologiques plus favorables qu'en 2022.

La production métallurgique progresse, notamment en glissement annuel. La production de ferronickel s'accroît de 12,5 % sur trois mois et de 6,9 % sur un an. La production de NHC se contracte de - 2,2 % sur trois mois mais augmente de 18,4 % sur un an.

Malgré une augmentation de la production de ferronickel, les exportations diminuent de 5,7 % en volume par rapport au 1^{er} trimestre, et de 19,7 % en valeur, en raison de cours moins favorables. Les exportations de NHC sont quant à elles stables en volume mais régressent légèrement en valeur (-4,8 % sur trois mois). La valeur à la tonne des produits métallurgiques exportés demeure inférieure au cours du nickel au LME. Au 2^e trimestre, cet écart est d'environ 715 milliers de XPF par tonne exportée.

Variation du cours et production métallurgique des trois métallurgistes



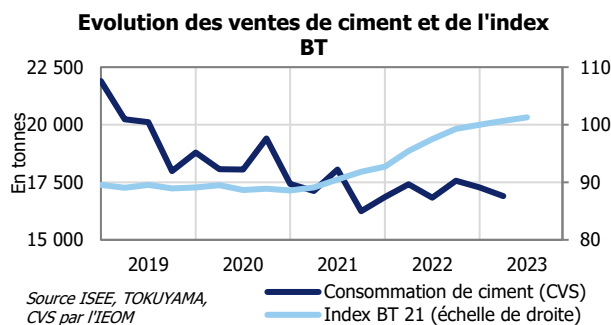
Source : ISEE, DIMENC, LME

Le secteur du BTP fait face à une activité ralentie

Les ventes de ciment régressent au premier trimestre 2023 (- 2,2 % CVS – dernières données disponibles). Elles oscillent depuis 2021 autour d'un plancher de 17 000 tonnes par trimestre (CVS), loin des niveaux qui prévalaient avant 2019.

Les chefs d'entreprises du secteur répondant à notre enquête indiquent toutefois une amélioration de leur activité au second trimestre. L'augmentation graduelle du nombre de salariés constatée par l'ISEE dans le secteur de la construction pourrait suggérer une reprise très progressive.

Les prix des matériaux de construction poursuivent leur hausse, bien que celle-ci ralentisse depuis trois trimestres (+0,6 % sur le trimestre et +3,9 % sur un an pour l'index BT 21). Cette hausse pèse sur les entreprises, notamment sur celles qui ne peuvent la répercuter à leurs clients (souvent pour des raisons contractuelles).



Le secteur du tourisme à un niveau proche de celui pré-covid

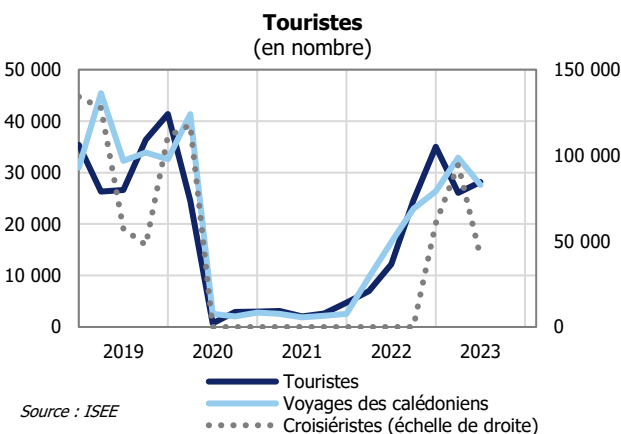
Au 2^e trimestre, l'activité touristique se rapproche du niveau qui prévalait avant la crise covid.

Le nombre de touristes est en hausse de 8,1 % sur trois mois : 28 152 touristes ont ainsi séjourné en Nouvelle-Calédonie au 2^e trimestre 2023. Le nombre de Calédoniens sortant du territoire est quant à lui en baisse (-16,1 % sur un trimestre, variation saisonnière).

La hausse du nombre de touristes australiens et néo-zélandais est significative tandis que les touristes japonais sont bien moins nombreux qu'avant-crise. Le nombre de touristes singapouriens demeure extrêmement faible (124), malgré l'ouverture de la ligne directe avec la cité-Etat.

Le trafic aérien interne se contracte légèrement avec 114 075 passagers en données brutes (-3,5 % par rapport au premier trimestre). Depuis le T4 2022, le trafic aérien international est quant à lui revenu à son niveau d'avant-crise covid.

Le trafic de croisière est en recul au 2^e trimestre (effet saisonnier avec un pic d'activité aux 1^{er} et 4^e trimestres) : 15 paquebots et 41 102 croisiéristes ont ainsi fait escale sur le territoire (- 56,5 % sur trois mois).

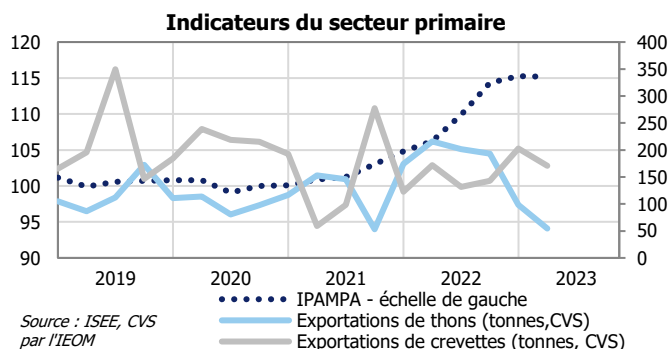


Le coût des intrants agricoles stagne et la plupart des indicateurs sont orientés à la baisse

Au 2^e trimestre, le coût des intrants diminue légèrement: l'IPAMPA (Indice mensuel des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole) perd 0,3 pt sur trois mois après une hausse au trimestre précédent (+4,3 points).

La Nouvelle-Calédonie n'est plus affectée par le phénomène La Niña. Si les pluies ont été importantes en avril, les mois de mai et juin ont été plus secs. Les simulations des modèles de climat montrent que le phénomène El Niño devrait s'intensifier au cours des prochains mois.

Les indicateurs de la filière élevage sont orientés à la baisse (- 9,1 % pour les abattages de bovins CVS et -2,3 % pour les abattages de porcins CVS sur le trimestre). Les exportations de thons diminuent à 42,9 tonnes exportées (-3,6 % en données CVS), tandis que les exportations de crevettes augmentent à 223,6 tonnes exportées (+21,0 % en données CVS). Les tonnages débarqués par les palangriers sont stables ce trimestre (+ 1,7 %, données CVS) mais en nette contraction sur un an glissant (- 29,3 %).



LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE DEMEURE MODEREE ET HETEROGENE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juillet, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2023. Ces prévisions ont été revues à la hausse de 0,2 point par rapport à celles publiées en avril 2023, ce qui s'explique notamment par la réduction des préoccupations concernant la santé du secteur bancaire. Pour 2024, le FMI anticipe à nouveau une hausse du PIB mondial de 3,0 %, ce qui reste nettement en dessous de la moyenne annuelle historique sur la période 2000-2019 (+3,8 %). Ce rythme s'explique essentiellement par les économies développées qui enregistrent un ralentissement de leur production manufacturière peinant à être contrebalancé par le regain d'activité dans le secteur des services.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,6 % au deuxième trimestre 2023, en rythme trimestriel, après une augmentation de 0,5 % au trimestre précédent. L'activité demeure soutenue par le dynamisme de l'investissement et de la consommation privée bien que cette dernière enregistre un ralentissement par rapport au premier trimestre (+0,4 % après +1,0 %). Sur l'ensemble de l'année, le FMI table sur une progression du PIB de 1,8 % aux États-Unis, soit une révision à la hausse de 0,2 point par rapport aux estimations d'avril.

Après deux trimestres consécutifs de croissance nulle, la zone euro a retrouvé un élan positif avec une activité en hausse de 0,3 % au deuxième trimestre 2023. Cette évolution est principalement tirée par l'Irlande qui a vu sa croissance (+3,3 %) dopée par les bons résultats des multinationales qui y ont leur siège européen. Le taux de chômage est stable, à 6,4 %, tandis que l'inflation recule nettement au deuxième trimestre pour s'établir à 5,5 % en juin, contre 6,9 % trois mois plus tôt. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 0,9 % sur l'ensemble de l'année 2023.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,5 % au deuxième trimestre selon l'Insee après une augmentation de 0,1 % au trimestre précédent. Le commerce extérieur est le premier contributeur à la croissance, avec une hausse des exportations (+2,6 %) nettement supérieure que celle des importations (+0,4 %). À l'inverse, la consommation des ménages recule (-0,4 %) alors que l'investissement total est stable (+0,1 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 0,7 % sur l'ensemble de l'année 2023.

Au Japon, l'activité économique a nettement augmenté (+1,5 % au deuxième trimestre après +0,9 %). Celle-ci a été portée par le commerce extérieur avec une progression des exportations de 3,2 % tandis que les importations se sont contractées de 4,3 %. La consommation des ménages a toutefois reculé (-0,5 %) alors que l'inflation demeure supérieure à 3 %. Sur l'année 2023, le FMI anticipe une hausse du PIB de 1,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,0 % en 2023, soit le même rythme qu'en 2022. L'activité serait plus particulièrement dynamique en Inde (+6,1 %) et en Chine (+5,2 %) et dans une moindre mesure au Mexique (+2,6 %), au Brésil (+2,1 %) et en Russie (+1,5 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 29 août 2023.

L'INFLATION DECELERE A DES RYTHMES DIFFERENTS DANS LES ECONOMIES D'ASIE-PACIFIQUE

Alors que l'inflation a atteint son pic dans l'ensemble des pays de la zone Asie-Pacifique, l'ampleur et la vitesse de la réduction de l'accroissement des prix diffèrent selon les pays de la région : lente décline de la dynamique de hausse des prix mais niveaux d'inflation encore élevés en Australie et Nouvelle-Zélande, déflation en Chine, stabilisation de l'inflation à un niveau historiquement élevé au Japon, forte contraction de l'inflation en Indonésie, Fidji et Papouasie-Nouvelle-Guinée etc. Du fait de cette hétérogénéité des situations, les banques centrales nationales adoptent des stratégies monétaires différenciées.

La croissance **australienne** continue de se réduire au premier trimestre (2,3 % en glissement annuel contre 2,7 % au trimestre précédent). En glissement trimestriel, la croissance n'avait plus été aussi faible depuis le troisième trimestre 2021, période de forte propagation de la Covid-19. L'investissement des entreprises est le principal contributeur de cette croissance (+ 0,4 pp) tandis que le commerce extérieur contribue négativement à la hausse du PIB (- 0,2 pp), l'augmentation des importations étant plus forte que celle des exportations. L'inflation se contracte pour le deuxième trimestre consécutif et atteint 6,0 % en juin (après 7,0 % en mars) mais son niveau particulièrement élevé associé à un resserrement monétaire strict pèse sur la demande. La *Reserve Bank of Australia* a en effet poursuivi sa politique restrictive au second trimestre : la hausse de 25 pbs du 6 juin porte le taux directeur à 4,10 %. De son côté, le marché du travail demeure tendu : le taux de chômage se stabilise à un niveau faible (3,5 % en juin) et les salaires sont toujours orientés à la hausse (+ 3,9 % en mai en croissance annuelle).

En **Nouvelle-Zélande**, le rythme de progression de l'activité est stable depuis le troisième trimestre 2022 : en glissement annuel, la croissance s'élève à 2,9 % au deuxième trimestre, après 2,7 % au premier. Malgré la hausse de 2,4 % des dépenses de consommation privée, la croissance trimestrielle est négative pour le second trimestre consécutif (- 0,1 %), notamment du fait de la contraction de la formation brute de capital (- 3,0 %). Alors que son pic a été atteint en juin 2022, l'inflation se réduit de façon progressive et reste à un niveau élevé : 6,0 % en juin contre 6,7 % en mars. Dans ce contexte, la stratégie de resserrement monétaire de la *New Zealand's central bank* s'est poursuivie au second trimestre avec deux hausses de taux, celle de 25 pbs du 24 mai portant le taux directeur à 5,5 %. Du côté du marché du travail, le taux de chômage progresse modérément depuis le point bas historique du troisième trimestre de 2022 et s'élève à 3,6 % au deuxième trimestre.

En **Indonésie**, la croissance se maintient à un niveau élevé : 5,2 % au second trimestre en glissement annuel, contre 5,0 % au trimestre précédent. En dépit d'un ralentissement de l'investissement (- 1,3 %), la croissance trimestrielle atteint son niveau le plus élevé depuis le troisième trimestre 2020 (+ 3,9 %), stimulée par la forte reprise de la consommation privée (+ 3,1 %) et des dépenses publiques (+ 41,3 %). En parallèle, l'accroissement de l'IPC se réduit fortement pour atteindre 3,5 % en juin, après 5,0 % en mars. L'inflation est désormais située entre les deux bornes de 2,0 % et 4,0 % fixées par la banque centrale. La *Bank Indonesia* a ainsi cessé sa politique de resserrement monétaire : son taux directeur est fixe depuis la décision du 19 janvier le portant à 5,75 %. Le taux de chômage remonte quant à lui lentement pour atteindre 3,6 % au deuxième trimestre.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia, Ministry of International Affairs & Communications, National Bureau of Statistics of China, Reserve Bank of Fiji, Bank of Papua New Guinea

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Y. CARON – Responsable de la rédaction : J. CHARBONNEAU
Rédaction : D. CHATELAIN, A. HUC, A. MILOUD, D. TITO
Éditeur : IEOM